

3^{ème} réunion du Groupe de soutien à la Transition malienne à Lomé : Les solides arguments du Mali

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 07 SEPTEMBRE 2022

1176

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Groupe de Suivi et de Soutien à la Transition au Mali

Vers la levée des sanctions diplomatiques ?



Troupes allemandes de la MINUSMA :
Dans les pas de Barkhane



Premier forum sous régional des leaders religieux musulmans : 10 pays sont attendus à Bamako du 21 et 22 septembre 2022



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1 132

Nouveaux cas confirmés

117

Nouveaux guéris

26

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

551 847 Vaccinations incomplètes

1 680 191 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 781

Guéris

30 573

Décès

739

dont 229 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.18



P.25



/ Une /



Groupe de Suivi et de Soutien à la Transition au Mali : Vers la levée des sanctions diplomatiques ?

P.5

/ Brèves /



Mali : Après presque un an, retour des ex-rebelles et du gouvernement à la table de discussions

P.12

Guinée : Mission de la CPI en vue du procès du massacre du stade de Conakry

P.12

L'émissaire américain Hammer en Éthiopie : Théâtre d'"intenses combats", selon les rebelles

P.13

Administration publique malienne : Le conflit d'intérêt tue le rendement

P.13

Musique : Nabintou Diakité range définitivement le micro

P.14

/ Actualité /



Premier forum sous régional des leaders religieux musulmans : 10 pays sont attendus à Bamako du 21 et 22 septembre 2022

P.16

Guide pratique de gestion de crises et catastrophes : Démarrage d'un atelier de révision du document

P.18

Journée de reboisement dans la forêt classée de Koulouba : Le réseau Action pour le Développement Durable (ADD – MALI) s'engage toujours dans la protection de l'environnement

P.19

3ème réunion du Groupe de soutien à la Transition malienne à Lomé : Les solides arguments du Mali

P.20

Troupes allemandes de la MINUSMA : Dans les pas de Barkhane ?

P.22

/ Politique /



MALI-UEMOA : Les sanctions illégales se poursuivent

P.25

/ Culture & société /



A Bamako : Cartographier la ville, un défi de jeunes

P.27

/ International /



Crise énergétique : De nouveaux groupes européens obtiennent des soutiens publics

P.28

Exercices militaires et forum économique : Le virage de Poutine vers l'Asie s'accroît

P.29

/ Sport /



Sports et santé : Ces sportifs qui ont dû arrêter leur carrière pour raison médicale

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Groupe de Suivi et de Soutien à la Transition au Mali Vers la levée des sanctions diplomatiques ?

La cérémonie d'ouverture de la troisième réunion du Groupe de Suivi et de Soutien à la Transition au Mali (GST-Mali) s'est tenue le mardi 6 septembre à Lomé (Togo). A cette occasion, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationales Abdoulaye Diop a demandé la levée des sanctions diplomatiques et politiques imposées par les organisations africaines en arguant les progrès et développements intervenus dans le pays pour un retour à l'ordre constitutionnel dans les délais fixés en accord avec CEDEAO.

C'était sous la présidence du Ministre Togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'Étranger Pr. Robert Dussey, représentant le Chef de l'État Togolais S.E.M Faure Essozima Gnassingbé, du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, S.E.M. Abdoulaye DIOP, le Chef de la MINUSMA, M. El-Ghassim Wane, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, M. Saleh Anadif et plusieurs autres personnalités. Au cours de son allocution, le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a appelé à la solidarité pour venir à bout du terro-

risme dans la sous-région ouest-africaine. « Il y va de la sécurité de notre sous-région. De ce point de vue, je voudrais appréhender ce groupe de soutien que nous constituons non seulement comme la manifestation d'une solidarité envers un pays frère, mais également comme un engagement responsable pour le mieux-être de la sous-région tout entière », a-t-il déclaré.

Aussi, le diplomate Togolais a tenu à préciser que la période de transition au Mali ne devrait pas se résumer seulement à l'organisation des élections, mais elle pourrait servir à poser les jalons d'un changement plus durable dans la gouvernance du pays.

« Les défis qui restent à relever sont tous à la fois complexes et immenses malgré les efforts indéniables du gouvernement malien », a souligné le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Mali El-Ghassim Wane.

A son tour, le ministre Abdoulaye Diop, a fait savoir que, « l'une des priorités majeures du gouvernement de transition reste l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles en vue du retour à un ordre constitutionnel apaisé et sécurisé dans le délai de 24 mois à compter de mars 2022 ».

A cet effet, le ministre Abdoulaye Diop a profité



de la tribune pour demander la levée des sanctions imposées par les organisations africaines en arguant les progrès et développements intervenus dans le pays pour un retour à l'ordre constitutionnel. « **Les avancées indéniables (réalisées par le gouvernement malien) ainsi que son engagement et sa détermination manifeste à poursuivre cette dynamique positive plaident incontestablement pour un examen favorable de notre requête en faveur de la levée de la mesure de suspension de mon pays des instances de l'Organisation continentale (l'UA)** », a-t-il estimé. Quant à la CEDEAO, il a salué une "normalisation progressive" tout en qualifiant les sanctions encore en vigueur d'entraves. "Le gouvernement du Mali de-

mande la levée de ces mesures afin de favoriser une pleine coopération avec tous les partenaires", a-t-il dit devant le groupe de suivi et de soutien à la transition. En outre, il a précisé que la consolidation des progrès accomplis par les autorités de la Transition, ainsi que la réalisation des ambitions du Gouvernement et des aspirations légitimes des populations maliennes ne sont possibles que dans un environnement apaisé et sécurisé. « **C'est tout le sens de l'engagement résolu des plus hautes autorités à ne ménager aucun effort pour poursuivre l'équipement des forces de défense et de sécurité du Mali en vue de préserver l'intégrité territoriale et l'unité nationale, de mieux protéger les populations civiles et**

de poursuivre la sécurisation du territoire national », a-t-il avancé. Ainsi, le diplomate malien a précisé que toutes les opérations militaires au Mali s'effectuent dans le strict respect des droits de l'homme et du droit humanitaire international.

« **Je réaffirme ici que le Mali reste ouvert à tous les partenaires qui souhaitent l'accompagner à relever les multiples défis auxquels il fait face, dans le respect strict de sa souveraineté et des aspirations légitimes du peuple malien** », a soutenu le ministre Abdoulaye Diop.

Pour rappel, l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont suspendu le Mali une première fois après le putsch de 2020, puis à nouveau après un second coup de force renforçant la mainmise des colonels en mai 2021. Les tensions se sont atténuées quand les militaires se sont engagés sous la pression à organiser des élections en février 2024. La CEDEAO a alors levé de sévères sanctions financières et commerciales infligées en janvier 2022. Mais la suspension du Mali des organisations africaines est restée en vigueur, de même que des sanctions individuelles prises par la CEDEAO fin 2021 contre quelque 150 du gouvernement et du Conseil National de Transition (CNT).

Créé en 2020 par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), le GST-Mali est co-présidé par l'UA, la CÉDEAO et l'ONU.



■ Maffenin Diarra

■ Ammy Baba Cisse



Chelsea a été battu par le Dynamo de Kiev 1 but à 0 en première journée de Ligue des Champions

« Il est impossible que le concours de l'ENA puisse connaître des failles au regard du dispositif. » Propos d'un grand leader.

■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-Exclusive. La BVMAC termine l'année dans le rouge pour la troisième fois consécutive. Il s'agit d'une perte nette qui s'est toutefois améliorée, comparée aux 787 millions FCFA de déficit de l'exercice précédent, soit une progression de près de 70%. Les états financiers de la bourse régionale des États de la CEMAC affichent un résultat net négatif de 237 millions de FCFA au terme de l'exercice 2021.

■ Bacary Camara



Le président Alpha Oumar Konaré à Syrte, ville natale de Kaddafi.

A l'intérieur de la ville, les lampadaires restent allumés de jour comme de nuit.

Le Guide de la révolution libyenne vouait au président Alpha O. Konaré une estime et une considération sans bornes, pour la bonne raison qu'il fut le seul président africain qui a accepté de braver l'embargo international décrété- à tort ou à raison-contre ce pays. Aucun avion étranger ne pouvait atterrir sur le sol libyen. Le président Konaré a donc fait escale en Tunisie avant de se rendre ensuite par voie routière chez son frère et ami Moammar-Al- Kaddafi. C'est dans son pays que le premier sommet international du Cen Sad a lieu précisément dans la coquette ville de Syrte terre natale de Kaddafi.

C'est donc à bord d'un confortable avion privé loué dans les îles maltaises ou chypriotes par Kaddafi, que le président Konaré arrive à l'aéroport militaire de Syrte situé en bordure de la mer méditerranée. Comme le veut la tradition, il est ensuite conduit sous bonne escorte et sur une route en forme de colimaçon jusque sous la tente ou plutôt les tentes en peaux de chèvre de Kaddafi. Mais sans surprise, la tente sous laquelle se trouve le guide est reconnaissable par une impressionnante ceinture de sécurité. Nous nous amusions à compter les véhicules, plus d'une centaine toutes bourrées de gardes de sécurité armés jusqu'aux dents. Une indiscretion nous fit savoir que parmi ses gardes aux aguets de jour comme de nuit, il y'a aussi des allemandes de l'ex-RDA. Vrai ou faux ? Nous n'en saurons pas davantage.

En ce jour un peu special le guide reçoit à tour de bras sous sa tente. Un vieillard enturbanné assis à un angle de la tente s'affaire à faire le thé. Nous devinons du coup que le guide est aussi un amateur de

l'antique boisson. L'arrivée du président Konaré très bien accueilli par le guide, sourire aux lèvres coïncide avec la présence d'un aréopage d'éminents historiens et chercheurs africains. La raison de cette cérémonie: la remise au guide d'une nouvelle version de l'histoire de l'Afrique dont la production a été entièrement financée par ses propres deniers. Dans la foule, je remarque Christiane Diop, l'épouse d'Alioune Diop, illustre fondateur de « présence Africaine »[elle a aujourd'hui 97 ans]une maison d'édition qui aura jouée un rôle-clé dans la promotion du mouvement de la négritude forgé par Césaire, Senghor et Léon Gontra Damas.

Sous la tente, le guide recevait aussi un autre invité de marque en la personne de l'ancien président Zambien Kenneth Kaunda. A chacun de ses visiteurs le guide murmurait des phrases devant son interprète assis en face de lui et à qui il revenait de les traduire à ses visiteurs. Savait-il lire dans les pensées du guide pour pouvoir les traduire aussi fidèlement comme elles étaient prononcées par le tout-puissant maître de la libye?

La délégation de Konaré, tout comme celle de invités de marques prennent la route de la ville de Syrte pour rejoindre leur lieu de résidence durant ce sommet, un hôtel ultramoderne avec une vue panoramique sur la mer méditerranée. Sur tout le long du trajet des portraits géants du guide sont visibles partout. A l'intérieur de la ville tous les lampadaires sont allumés de jour comme de nuit. Mais personne n'en parle, car le sujet est tabou. Une énième lubie du Guide ? A suivre

B.CAMARA, Journaliste



■ Thiemo Cisse



Le Décès de #Nabintou #DIAKITÉ et les beaux discours Nah Koukagny, respectueuse, abolo labalédo Pititi Patata qui pleuvaient aujourd'hui à #FANA montrer à quelle point hypocrisie humaine est mort de sa belle mort au Mali. Kabako j'ai pleurer Comment les hommes peuvent

être ainsi, la dame à vécu plus de 10ans de galère, souffrance, misère de pays en pays, sur des plateaux à la limite elle lance un SOS pour venir à son secours sur toutes les plans.

Une carrière très très prometteuse qui à été détruite à jamais par des mensonges des complots, méchanceté Trahisons...etc. Personne n'a lever son petit doigt pour venir en aide artistiquement,financièrement à part son mari et jusqu'à elle quitte Bko pour aller mourir chez une amie à Fana.

Allah Akbar allah Akbar allah Akbar

L'être humain l'humanisme dans le monde de nos jours.Ils où elles vont commencer à sortir des millions Ko #Sagafowari.Quelle hypocrisie, fallait donner ses millions en étant en vie ça pourrait l'aider dans ses projets.Mais hélas préfère attendre aujourd'hui, tant que cette pratique existera au Mali, nous allons périr tous un à un.Bref je m'arrête là Que son âme repose en paix

#NB: BIG respect à Son Mari.

Aidons nous vivants, aimons nous vivants.

La vie ne tient qu'à un fil et il peut casser d'un coup sans prévenir. Ne laissons pas la mort nous trouver du talent,Rien ne s'oublie tout est garde dans l'archives.

#Allah ka #Hakilignoudama béma.Amina yarabi.



■ Serge Daniel



Ci-Burkina-Santé/D'après mes informations, l'ancien Président du B. Faso R.M. Kaboré est arrivé ce 6/09/ 2022 à Abidjan en provenance de Abu Dhabi où il s'était rendu pour des soins médicaux . " Très frais" selon un témoin qui l'a rencontré, il rentre dans quelques jours à Ouaga

■ infosport



Taleb Lemrabott - SELECTIONNEUR U20 ; « je félicite chaleureusement le public malien, qui s'est montré à la hauteur avec un apport important et un soutien indéfectible à son équipe. Je ne dirais pas que le Mali a joué à domicile, mais la présence de ses supporters était plus que palpable. (...) on sait tous l'importance du public dans le football,

son influence sur les joueurs et parfois, sur les décisions de l'arbitre. Les supporters maliens ont pleinement joué leur rôle ce soir. »

Demba Traoré - SELECTIONNEUR U20 : « notre public a été impressionnant. On s'est senti comme à la maison, on avait l'impression d'être à Bamako. Je pense qu'avec un soutien pareil, nous serons capable de soulever des montagnes »



■ First mag l'original



Très belle histoire ! La sœur de Reece James, Lauren, a fait ses grands débuts avec l'équipe féminine anglaise ce week-end.

C'est la première fois de l'histoire qu'un frère et une sœur évoluent tous les deux pour la sélection anglaise. Lauren et Reece James jouent également dans le même club, à Chelsea Imaginez la fierté des parents



Fadi Maiga



Très souvent c'est quand l'homme n'est plus qu'on lui rend Hommage, hélas ! La vie est faite ainsi !

Pourquoi se conformer ?

Aimons nous vivants, faisons nous honneur.

Soucieux des artistes du Mali, la COMAF se démarquera en dédiant une soirée live à ce grand monument du Zikr Racine Sall qui a bercé plus d'une génération.

Une soirée au cour de la quelle il chantera son répertoire, il parlera de son parcours et des témoignages s'en suivront.

Cette soirée sera aussi l'occasion de donner des conseils à la jeune génération qui pratique le métier

Enfin mettre en lumière les gens qui ont appris aux près de lui, leur perception vis-à-vis du Zikr et le fruit d'un apprentissage.



Kati 24



D'origine malienne, Ramata Cissoko Cissé est professeure de biologie dans une université de l'État de Géorgie aux États-Unis d'Amérique. Durant l'un de ses cours, elle constata que l'une de ses étudiantes avait du mal à prendre note en raison d'un bébé qu'elle portait. Il faut rappeler que l'étudiante avait déjà manqué un cours pour cette raison.

Elle ne voulait pas encore manquer le cours du professeur Ramata Cissoko Cissé.

La professeure, encrée dans les valeurs de la culture africaine a pris l'initiative de porter le bébé au dos, en digne femme africaine. Elle a porté le bébé au dos durant tout le cours. Le bébé s'est tellement

bien senti à son aise qu'il s'est profondément endormi.

L'Amérique et le monde venaient de découvrir une valeur africaine. Ramata Sissoko Cissé est un exemple. La culture africaine regorge d'excellentes valeurs et connaissances.



Azidane Ag



Chers amis

Un homme m'étonne et je me demande comment ne pas lui reconnaître ?

Ceux qui le connaissent et ceux qui ne le connaissent pas, l'apprécient... Même ceux qui lui sont politiquement opposés reconnaissent qu'il est un travailleur..

Comment ne pas lui reconnaître cela alors qu'il a construit plus de 45 écoles ouvertes et gratuites à tous sans un rond de l'Etat malien? Comment ne pas lui reconnaître ces vingtaines de forages offerts pour étancher la soif de nos compatriotes ?

Comment ne pas lui reconnaître cette cinquantaine de bourses d'études pour les USA au bénéfice de nos compatriotes ?

Comment ne pas lui reconnaître le fait d'avoir amenés des médecins et ophtalmologues américains afin qu'ils soignent nos parents à zéro francs alors qu'au même moment ceux aux affaires envoient leurs

familles se soigner en Europe au moindre mal de tête ?
 Comment ne pas lui reconnaître le mérite de ses actions ?
 Cet homme, vous l'aurez deviné est Yeah Samake, et un jour, je lui ai demandé pourquoi tant d'actions ? et il m'a répondu
 "Le Mali m'a tout donné et j'essaie juste de lui redonner ce que je peux en retour, je ne suis jamais aussi heureux que quand je sers ma patrie"
 J'ai réalisé la profondeur de son principe DIRIGER C'EST SERVIR !



Mali Actu



Après avoir brillé avec le FC Séville, c'est du côté du FC Barcelone que Jules Koundé poursuit désormais sa carrière. Arrivé pour 50 millions il y a quelques semaines, le défenseur tricolore est déjà adulé en Catalogne.



Financial Afrik



Le français Total Eren a signé une nouvelle joint-venture avec la société d'énergie africaine Chariot, afin d'intégrer le projet d'hydrogène vert Nour en Mauritanie, d'une capacité de 10 gigawatts.» Le Consortium

» composé de Chariot Limited, la société d'énergie de transition axée sur l'Afrique et total Eren, l'un des principaux producteurs indépendants d'énergie renouvelable (IPP)
 #Eren #Total



YeahSamake



Azidane Ag, merci bien de ce rappel! Je suis encouragé par les reconnaissances plus en plus nombreuses des maliens.
 Rappelons-nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

KASSIM MAIGA Officiel



Mali le bateau Tombouctou est arrivé surchargé à Gao, sous escorte militaire, ce vendredi 02 septembre 2022. Une première de la saison 2022 de la Compagnie malienne de navigation à Gao.
 Face à la difficulté de pratiquer l'axe Sevaré-Gao, la voie fluviale, une des rares options, peine à fonctionner normalement. Le premier voyage de la COMANAV à Gao a été massivement accueilli ce matin par les populations. C'était dans une ferveur et une intense émotion, encadrées par les FAMAs.
 #COMANAV #Gao
 Source : un confrère à Gao
 Aziz Maïga ne ment pas



Macky Sall



Je félicite M. @WilliamsRuto, dont la victoire à l'élection présidentielle kenyane vient d'être confirmée par la Cour suprême. Avec mes meilleurs vœux de succès.

COMMUNIQUE



Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à un **contrôle annuel de leur existence physique du 1er septembre au 30 novembre 2022.**

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de déposer les pièces suivantes dans les lieux de paiements habituels :

Pour les retraités

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Attestation de non-imposition

Pour les conjoints survivants

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Certificat de non remariage

Pour les rentiers

- Certificat de vie

La Directrice des Relations Extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

LA DIRECTION

Mali : Après presque un an, retour des ex-rebelles et du gouvernement à la table de discussions



Le comité de suivi d'un important accord de paix signé en 2015 entre le gouvernement et des groupes armés du nord du Mali s'est réuni vendredi pour la première fois depuis 11 mois, a constaté un journaliste de l'AFP. L'accord dit d'Alger, signé par une alliance de groupes rebelles touarègues et arabes, par des groupes armés progouvernementaux et par le gouvernement, est considéré comme crucial pour une stabilisation du pays sahélien pris dans la tourmente depuis le déclenchement d'insurrections indépendantiste et jihadiste dans le nord en 2012. L'application de l'accord, qui prévoit la réintégration d'ex-rebelles et des mesures de décentralisation, reste limitée. Un récent rapport d'un groupe d'experts missionnés par les Nations unies l'a jugée "au point mort". Le comité de suivi (CSA) chargé d'oeuvrer à la mise en oeuvre est censé échanger chaque mois. Il ne s'était plus réuni depuis octobre 2021. Attaye Ag Mohamed, cadre de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, principale alliance d'ex-rebelles), a invoqué des "mésententes sur des questions particulières" et un "agenda prioritaire" du gouvernement. Les parties prenantes s'étaient réunies en août en dehors du cadre du CSA pour arrondir les angles. Un accord d'intégration de 26.000 ex-rebelles avait alors été annoncé. Une réunion du CSA s'est finalement tenue vendredi avec, en plus des signataires, les ministres des Affaires étrangères algérien, burkinabè et mauritanien. Le ministre algérien, Ramtane Lamamra, s'est félicité des "bonnes intentions exprimées ces dernières semaines" tout en appelant à ce "qu'elles se traduisent en actes". "Les parties ont réitéré leur engagement pour la mise en oeuvre de l'accord, ceci est un message clé, maintenant il faut des actes", a dit à la presse M. Ag Mohamed à la sortie. A l'intérieur, le président de la CMA Alghabass Ag Intalla a martelé à huis clos que "si le gouvernement du Mali ne veut plus de l'accord pour la paix, s'il pense qu'il y a mieux que cet accord, qu'il nous le dise très clairement", selon des propos rapportés par plusieurs cadres de l'ancienne rébellion. La crise sécuritaire en cours depuis 2012 va de pair avec une crise politique. Le Mali, pays pauvre et enclavé, a connu deux coups d'Etat militaires en août 2020 et en mai 2021.

AFP

Guinée : Mission de la CPI en vue du procès du massacre du stade de Conakry



Une mission de la Cour Pénale Internationale (CPI) est arrivée lundi soir à Conakry en vue d'évaluer l'état des préparatifs du procès des auteurs présumés du massacre d'opposants au stade de Conakry le 28 septembre 2009, a constaté un journaliste de l'AFP. Ce jour-là, des militaires avaient tué au moins 157 personnes et violé 109 femmes dans le stade où étaient rassemblés des milliers d'opposants à la candidature à la présidentielle du chef de la junte, Moussa Dadi Camara, selon une commission d'enquête de l'ONU.

L'instruction judiciaire s'est achevée en décembre 2017, avec le renvoi d'une douzaine de prévenus devant un tribunal, dont M. Camara. Mais le procès ne s'est toujours pas tenu, malgré les multiples engagements des autorités de Conakry, notamment sous le régime de l'ex-président Alpha Condé, renversé par un coup d'Etat militaire il y a un an.

"Nous sommes venus voir l'état des préparatifs du procès du 28 septembre que tout le monde attend. Le président de la transition a fait une déclaration extrêmement importante pour nous en indiquant qu'il était essentiel que ce procès se tienne avant la date d'anniversaire. C'est-à-dire le 28 septembre", a déclaré à la presse le sénégalais Mame Mandiaye Niang, procureur adjoint à la CPI.

Le chef de la junte, le colonel Mamady Doumbouya, a instruit son ministre de la Justice de tout faire pour que le procès s'ouvre avant la date du 13ème anniversaire, mais aucune date n'a encore été fixée.

"Cette volonté réitérée nous a interpellés. Donc, il était important pour nous qu'on vienne sur place nous assurer de l'état de préparation de ce procès", a ajouté M. Niang.

Pendant leur séjour, les émissaires de la CPI auront une série d'entretiens avec les autorités judiciaires guinéennes et l'association de victimes de l'événement, a indiqué une source judiciaire guinéenne.

"Notre souhait est que ce procès se tienne pour ne pas amener la CPI à exercer sa compétence. Nous attendons la tenue d'un procès équitable qui respectera les droits de la défense et de la partie civile", a expliqué le chef de la mission de la CPI.

"Nous sommes là pour accompagner ce processus, nous allons faire le monitoring pour voir si tout se passe bien. Nous offrons aussi une forme d'expertise et d'expérience pour assurer la réussite de ce procès", a précisé M. Niang.

AFP

L'émissaire américain Hammer en Éthiopie : Théâtre d'"intenses combats", selon les rebelles



L'émissaire américain Mike Hammer est en Éthiopie, a indiqué à l'AFP un porte-parole de l'ONU, pour tenter de mettre fin au conflit dans le nord du pays, où "de très intenses combats" se poursuivent selon les rebelles de la région du Tigré.

Getachew Reda, porte-parole des autorités rebelles du Tigré, en conflit avec le gouvernement fédéral depuis novembre 2020, a affirmé tard lundi sur le média officiel Tigray TV, diffusé sur internet, que les troupes tigréennes résistaient aux offensives conjointes des armées éthiopiennes et érythréennes.

Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken avait annoncé ces derniers jours la venue de M. Hammer en Éthiopie pour y "réclamer une cessation immédiate des hostilités et le début de pourparlers de paix". Mais depuis, les autorités américaines à Washington comme leur ambassade à Addis Abeba sont restées muettes sur ce déplacement.

Le gouvernement éthiopien n'a pas répondu dans l'immédiat aux sollicitations de l'AFP, ni sur la venue de M. Hammer ni sur les affirmations des rebelles.

L'envoyée spéciale de l'ONU pour la Corne de l'Afrique Hanna Serwa "Tetteh a rencontré (son homologue) l'envoyé spécial américain (lundi) à Addis", a indiqué à l'AFP un porte-parole de l'ONU à New York.

"Aucune mission conjointe des deux envoyés spéciaux n'est prévue", a ajouté ce porte-parole.

Après cinq mois de trêve, les combats ont repris le 24 août aux frontières du Tigré entre gouvernement fédéral éthiopien et autorités rebelles de cette région la plus septentrionale d'Éthiopie, en conflit depuis novembre 2020, anéantissant les espoirs de pourparlers entrevus depuis juin. Les deux camps, qui s'accusent mutuellement d'avoir déclenché ces nouvelles hostilités, répétaient depuis juin être disposées à négocier, sans cesser de s'opposer sur les modalités des futures discussions.

"Il y a de très intenses combats" dans plusieurs zones du Tigré ainsi qu'aux abords de la région, "nos forces tiennent bons et ne se contentent pas de bloquer l'offensive ennemie, mais dans certains cas (...) lancent des contre-offensives".

Les journalistes n'ont pas accès au nord de l'Éthiopie, rendant impossible toute vérification indépendante et les réseaux de télécommunications y fonctionnent de manière très aléatoire.

Administration publique malienne : Le conflit d'intérêt tue le rendement



Les conflits d'intérêt tuent l'administration publique malienne. C'est une triste réalité et cela depuis bien longtemps.

En effet, une fois qu'un cadre est nommé à un poste de responsabilité, il devient un sujet d'attaque de la part de ses collaborateurs, souvent les plus proches. Cet état de fait s'explique du fait que chacun veut être chef.

Pour y arriver, ils n'hésitent pas à user de tous les moyens. Faire des racontars auprès de son ministre de tutelle, véhiculer de fausses rumeurs au pire des cas des maraboutages et d'autres pratiques occultes. Ils font le pied de grue devant les bureaux des ministres ou des directeurs généraux juste pour dire du mal d'un tel ou d'un tel. « Monsieur le ministre, tel directeur est contre vous » ; « Monsieur le ministre, tel responsable sabote votre travail » ; « Monsieur le directeur, ce chef de division ou de section passe tout son temps à dire des mauvaises choses sur vous ». Voilà des bassesses auxquelles que certains individus sans état d'âme se livrent juste pour se faire une place au soleil. Détruire le prochain pour se faire une place au soleil.

Cette pratique sème la confusion et le désordre dans les relations de collaboration entre les hauts cadres de l'administration Malienne. Cette pratique sème la confusion et le désordre dans les relations de collaboration entre les hauts cadres de l'administration Malienne. Le pire dans tout ça, c'est que malheureusement certains décideurs faibles de caractère tombent dans leurs pièges. Pourtant, il est clair que cette attitude tue la productivité. Les personnes nommées l'ont généralement pas le temps de mettre en œuvre leur programme.

Cette race d'individus qui sévit au sein de la haute administration publique malienne a fait trop de mal au pays en distillant des mensonges ici et là. Il est temps que les ministres et les directeurs généraux et nationaux comprennent les mauvais agissements de tels individus purement animés d'intentions malveillantes.

AS / Source : SOLONI

Initialement limités aux zones entourant la pointe sud-est du Tigré, les combats se sont désormais étendus le long de la frontière sud du Tigré, dans l'ouest et le nord de cette région. Les rebelles affirment que l'armée érythréenne a lancé une offensive conjointe avec les troupes éthiopiennes depuis l'Érythrée, pays qui borde le nord du Tigré.

AFP

Musique : Nabintou Diakité range définitivement le micro

La dure réalité de la vie a encore frappé le monde artistique du Mali, le dimanche 4 septembre 2022. L'artiste musicienne Nabintou Diakité a tiré sa révérence après une longue maladie à Fana, à l'âge de 44 ans. Sa famille, ses proches et les nombreux amoureux de sa musique l'ont accompagnée à sa dernière demeure ce lundi 5 septembre 2022 à Fana.

La chanteuse du Wassoulou, Nabintou Diakité, est décédée le dimanche 04 septembre 2022 chez son époux à Fana, à l'âge de 44 ans.

« Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, le secrétaire général, le chef de cabinet, le directeur national de l'action culturelle, les directeurs des services centraux, des services rattachés et des organismes personnalisés du ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de Madame Nabintou Diakité. Artiste chanteuse », a annoncé le département en charge de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme dans un communiqué ; avant d'ajouter que « les obsèques auront lieu le lundi 5 septembre 2022, à 16 heures, chez son époux, à Fana ».

Cette annonce vient mettre défensivement fin à la carrière de l'artiste talentueuse de Wassoulou ; qui avait à son actif trois albums sur le marché (« Nadiara Miyé » en 1998/99, « Ma Ouléni » en 2004 et le dernier « Dunia » en 2021, après des années de rumeurs et de bourdonne-



ments sur son état de santé.

Connue aux côtés de sa grande sœur, la diva Oumou Sangaré, Nabintou Diakité a commencé la musique à l'âge de 10 ans, selon certains observateurs. Le dimanche 4 septembre 2022, elle a tiré sa révérence après une longue maladie chez son époux à Fana.

Issa Djiguiba / Source : LE PAYS



CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

Du lundi au Jeudi

7h30 à 16h00

Vendredi

7h30 à 17h30

NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR

- UN ACCUEIL CHALEUREUX
- UNE ORIENTATION SURE
- DES INFORMATIONS FIABLES

Pour toutes informations et réclamations relatives à l'INPS

- Renseignement sur nos prestations
- Pièces à fournir et suivi des dossiers
- Date et Chronogramme de paiement



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Premier forum sous régional des leaders religieux musulmans : 10 pays sont attendus à Bamako du 21 et 22 septembre 2022



Cette grande rencontre est organisée par le Haut Conseil Islamique du Mali. Lors de la conférence de presse pour annoncer la tenue de ce premier forum des leaders religieux musulmans, le président du Haut Conseil du Mali Seid Chérif Ousmane Madani Haïdara a lancé un appel à tous les maliens pour la bonne organisation de cette rencontre sous régionale une première en Afrique de l'ouest.

Mohamed Macky Bah président de la commission d'organisation a planté le décor de la conférence de presse et de l'événement placé sous le signe de la célébration du 22 septembre 2022. Pour lui, aujourd'hui compte tenu de la dimension sous régionale et internationale

de la crise sécuritaire, le Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) a décidé de jouer toute sa partition en poursuivant dans la voie pour le retour de la paix et de la quiétude des populations au Mali et dans la région du Sahel. Ainsi, sous la conduite du Haut Conseil Islamique du Mali, le Forum sous régional des Leaders religieux musulmans pour la Paix et la stabilité dans les pays du sahel se déroule les 21 et 22 septembre 2022 à Bamako. Mohamed Macky Bah ajoutera que ce forum sous régional est placé sous la haute présidence du président de transition, le colonel Assimi GOÏTA, "la rencontre regroupe plus de 200 participants venant de Bamako et de l'intérieur du principalement des représentants des or-

ganisations confessionnelles et des leaders religieux". En plus il y aura des délégations étrangères sont également attendues d'autres pays tels le Burkina Faso, Mauritanie, Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée, Tchad, Ghana, Bénin, Togo, Nigéria et Algérie. "Dix pays africains ont déjà confirmé leur participation, ils seront avec nous pendant les deux jours.

Comme l'a dit Macky Bah c'est apporter notre modeste contribution pour le retour à la paix dans la sous-région et Afrique, nos autorités ont donné leur aval pour l'organisation, ce n'est pas l'affaire du Haut Conseil seulement mais de tous les maliens. Je lance un appel à tous les maliens de vous nous aider pour la bonne organisation de ce grand événement,



HAUT CONSEIL ISLAMIQUE DU MALI LES PAYS DU SAHEL RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

FORUM SOUS-REGIONAL DES LEADERS RELIGIEUX MUSULMANS SUR LA PAIX ET LA STABILITÉ DANS LES PAYS DU SAHEL

Sous la Haute Présidence du Président de la Transition, son Excellence le Colonel *Assimi GOITA* chef de l'Etat.

Invitation

LIEU : CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO (CICB)
DATE : 21 AU 22 SEPTEMBRE 2022
HEURE : 9 HEURES

une première dans notre pays" a dit le président du Haut conseil islamique Seid Chérif Ousmane Madani Haïdara. Selon Haïdara ce forum a pour but de mettre en place un cadre inclusif de concertation et de coordination sous régional pour une synergie d'actions des leaders musulmans dans le cadre de la lutte et la prévention de l'extrémisme dans la zone sahélo-saharienne. "Le Haut Conseil Islamique du Mali invite pour la première fois les faitières religieuses à se retrouver pour réfléchir ensemble sur les causes profondes de cette crise et les solutions envisageables pour

le retour de la paix et de la stabilité dans les pays du Sahel. C'est une véritable diplomatie religieuse qui sera enclenchée à partir de Bamako pour combattre l'extrémisme sous toutes ses formes" renchérit Mohamed Macky Bah président de la commission d'organisation. Le Haut Conseil Islamique du Mali envisage également d'aller à la rencontre des différentes parties prenantes de la crise malienne et de la région sahélienne, discute avec elles pour un retour à la normale au Mali et dans la sous-région, car la solution à la crise multidimensionnelle que connaît cette zone

dite des trois frontières n'est pas seulement militaire, politique ou administrative, mais l'aspect religieux occupe un rôle important pour la paix et la cohésion sociale. Dans cette mission noble et exaltante, l'accompagnement des plus hautes autorités de la transition doit être de taille afin que l'objectif recherché par cette faitière des organisations musulmanes que soit le Haut Conseil Islamique du Mali soit atteint.

Kassim Traoré

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services! *

74 MALIKILÉ
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Guide pratique de gestion de crises et catastrophes : Démarrage d'un atelier de révision du document

Le Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, M. Oumar SOGOBA a présidé, ce matin, au nom du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE, à l'École de Maintien de la Paix/Alioune Blondin Bèye (EMP/ABB), la cérémonie d'ouverture de l'Atelier de révision du guide pratique de gestion de crises et catastrophes.

C'était en présence du Directeur Général de l'EMP, le Colonel Souleymane SANGARÉ, du Coordonnateur de l'Institut des Nations-Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), le Commissaire Divisionnaire de Police Baba MARIKO, du Chef du Centre de Coordination et de Gestion des crises et Catastrophes (CECOGEC), le Colonel Sapeur-pompier Issa Raoul SIDIBÉ, et des cadres et experts conviés pour l'occasion.

Après les mots de bienvenue du Directeur de l'EMP, le Colonel Souleymane SANGARÉ qui s'est réjoui de la tenue de l'Atelier dans ses locaux, ce fut le discours du Coordonnateur de l'UNITAR, le Commissaire Divisionnaire de Po-

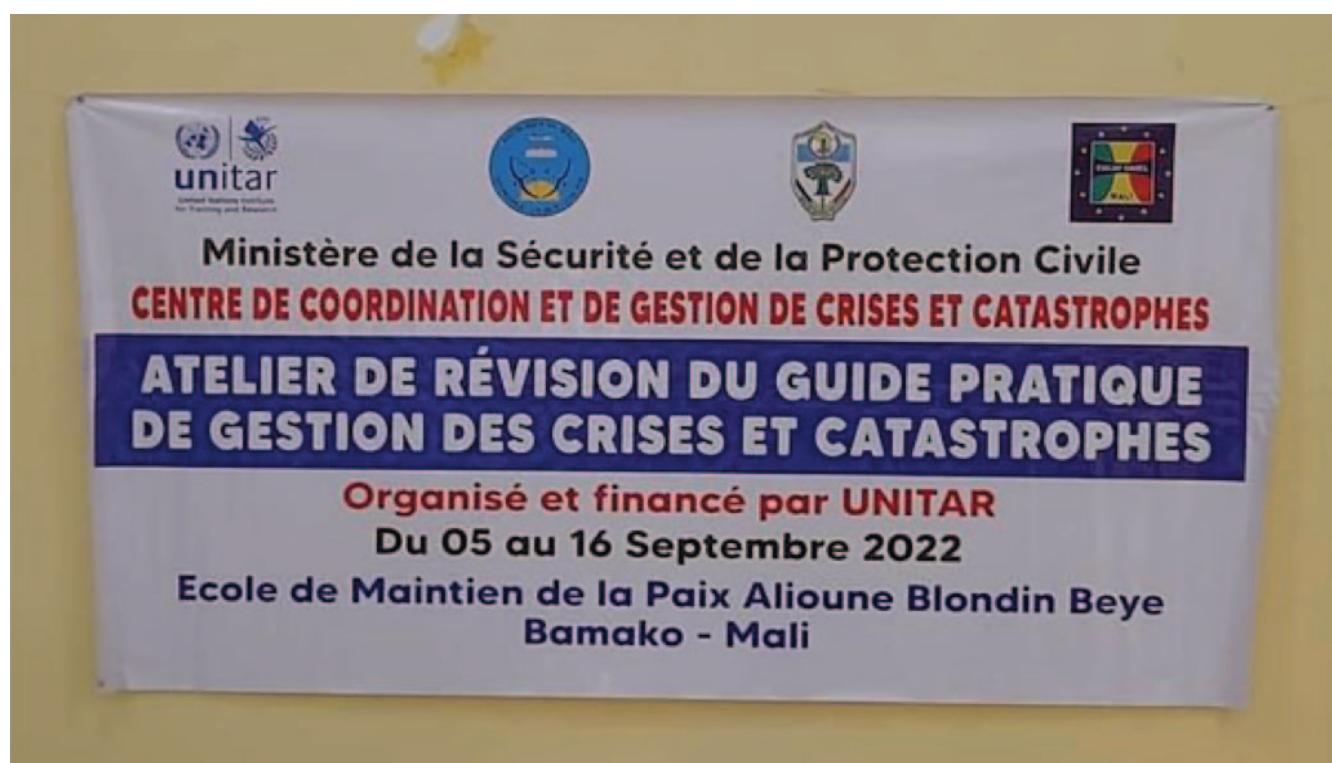
lice, Baba Mariko qui rappela le contexte dans lequel se tient cet atelier. Celui-ci, dira-t-il, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat fécond entre l'Institut des Nations-Unies pour la formation et la Recherche (UNITAR) et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. Selon lui, à ce jour, grâce à ce partenariat, des résultats considérables ont été obtenus au profit du CECOGECC, notamment : la formation de 20 maîtres-formateurs, du 30 Août au 10 Septembre 2021 à Bamako, la formation de 60 formateurs au cours de trois sessions simultanées, programmées du 13 au 24 Septembre 2021, la formation directe de plus d'un millier de membres des forces défense et de sécurité,

dans le domaine de la sécurisation des élections dans 07 régions du pays, d'Octobre 2021 à juin 2022 et, enfin, l'organisation d'un exercice pilote de sécurisation, grande nature, sur la gestion d'une crise en pleine période électorale.

À la suite du Coordonnateur de l'UNITAR, le Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, M. Oumar SOGOBA dira tout le plaisir qui est le sien de présider l'ouverture de cet atelier. Il a rappelé que le Centre de Gestion des Crises et Catastrophes est l'outil opérationnel du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes, dont le secrétariat est assuré par le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. Il dira aussi que de la coordination des crises sécuritaires complexes et multiformes, des catastrophes naturelles et anthropiques, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, à travers le CECOGECC, se doit d'être dynamique pour faire face aux défis de l'heure.

Le Secrétaire Général a remercié, pour conclure, l'ensemble des partenaires qui œuvrent inlassablement auprès du gouvernement pour le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité.

Source : Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile



Journée de reboisement dans la forêt classée de Koulouba : Le réseau Action pour le Développement Durable (ADD – MALI) s'engage toujours dans la protection de l'environnement

Le réseau Action pour le Développement Durable (ADD – Mali) a organisé la troisième édition de la journée de reboisement. C'était ce Samedi 20 Août 2022, dans la forêt classée de Koulouba. Plusieurs autorités, organisations de la société civile, militants et activistes pour la protection de l'environnement ont honoré de leur présence cette journée. Aussi, deux anciens ministres du Mali ont honoré de leur présence cet événement. Il s'agit notamment de M. Mahamane BABY, ancien Ministre de l'emploi et Mme Keita Aida NBO, ancienne Ministre de l'environnement et du Développement Durable.



L'organisation Action pour le Développement Durable est engagée depuis 2020 pour la protection, la préservation de l'environnement. L'objectif principal du réseau est le développement durable et la lutte contre le changement climatique. C'est d'ailleurs ce qui justifie la tenue de cette journée de reboisement.

En effet, les arbres occupent une place très importante dans l'équilibre environnemental par le maintien de la faune et de la flore. Ils constituent un habitat pour des milliers d'espèces, les arbres absorbent le dioxyde de carbone dans l'air et rejettent de l'oxygène pour la survie des êtres vivants. Les arbres assurent également une bonne pluviométrie, protègent la terre contre l'érosion, facilitent l'infiltration de l'eau dans le sol, assurent le maintien de l'humidité de l'air, les arbres sont d'une aide primordiale à tempérer les climats locaux.

La journée de reboisement a toujours connu un grand nombre de participants. Rappelons qu'en 2020, le réseau a planté 100 pieds dans la forêt de Koulouba ; en 2021, 200 pieds ont été plantés et cette année 300 pieds avec une prévision de 1 000 pieds cette année dans 3 régions du Mali, à savoir Koulikoro, Kita, et San.

« C'est la troisième fois que nous venons planter des arbres dans la forêt classée de Koulouba. Les arbres des deux dernières années ont bien poussé. J'ai même vu l'arbre que j'avais planté l'année dernière et j'en suis très ravi. J'invite vraiment tout un chacun à planter des arbres, préserver l'environnement et rendre salubre notre milieu de vie », a déclaré M. Mahamane Baby, ancien Ministre de l'Emploi.

Selon M. Nouhoum Maiga, Coordinateur de l'Action pour le Développement Durable, s'il fait bon vivre à Bamako, c'est grâce à la forêt de Koulouba. La protection et la préservation des forêts est l'affaire de tout un chacun.

Notons que cette activité a été réalisée en collaboration avec la Direction Régionale des Eaux et Forêts du District de Bamako et du Cantonnement Forestier de Koulouba en présence des membres du réseau et des invités. Notons également que les espèces plantées au cours de cette journée de reboisement sont : le Balanites, le Baobab, le Cailcedrat, l'Anacardier et le Moringa.

Aissata Traoré
Source : SOLONI

3^{ème} réunion du Groupe de soutien à la Transition malienne à Lomé : Les solides arguments du Mali

Pour une troisième fois, les pays du groupe de soutien à la transition du Mali tiennent une rencontre décisive à Lomé, la capitale togolaise. Une occasion pour les autorités maliennes de faire le point sur les réformes constitutionnelle et institutionnelle, les questions sécuritaires et humanitaires mais aussi sur la mise en œuvre de l'Accord d'Alger.



A Lomé, la délégation ministérielle du Mali - avec à sa tête le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale, S.E.M Abdoulaye Diop, - est composée de Monsieur Ibrahim Ikassa MAIGA, Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, du Colonel- major Ismaël WAGUE, Ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix et la Réconciliation nationale, de Monsieur Alouseni SANOU, Ministre de l'Economie et des Finances, de Madame Fatoumata Sékou DICKO, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Reformes politiques et institutionnelles et de Madame TRAORE Fatou Binta DIOP, Ambassadeur, Conseillère Spéciale chargée des Questions diplomatiques du Président de la Transition, Chef de l'Etat. Cette forte délégation aura la lourde responsabilité de défendre, mais surtout, de convaincre les partenaires pour la cause du Mali. En effet, il s'agit de faire le point sur l'évolution

du processus de Transition en cours dans le pays, notamment sur les avancés réalisés dans les réformes politiques et institutionnelles, l'état de préparation des élections générales de 2024, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, la situation économique, la situation humanitaire ainsi que les défis liés aux questions de défense et de sécurité. A l'issue de ces exposés, interviendront des échanges approfondis sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion.

Réforme constitutionnelle et institutionnelle

C'est un truisme que de dire que depuis quelques mois, les autorités de la transition malienne ont réalisé des avancées notables. Ainsi, l'ensemble des forces vives de la Nation ont réussi - dans une démarche consensuelle - à faire lever les sanctions imposées par la CEDEAO, en s'accordant sur la durée de la pro-

rogation de la transition, fixée désormais à deux ans. En outre, la loi électorale a été votée et promulguée. Et un accord a été trouvé pour la mise en place d'un seul organe chargé de l'organisation des élections au Mali : L'Autorité Indépendant de Gestion des Elections (AIGE). Celle-ci est mise en place de même que le tirage au sort des représentants des partis politiques et de la société civile devant siéger au sein de cet organe législatif. Par ailleurs, le Président de la Transition, le colonel Assimi Goïta - par un décret pris le 10 juin 2022 - a mis en place la commission de rédaction de la nouvelle Constitution du Mali. Actuellement est en cours, la relecture de la charte des partis politiques en République du Mali. Autant de réformes lancées, tous azimuts, qui prouvent la bonne fois des autorités et leurs efforts pour l'organisation et la réussite des prochaines élections au Mali. Concernant la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, les parties signataires ont reconnu des avancées.



L'évaluation du niveau de mise en œuvre de l'Accord par les participants, lesquels se sont accordés dans la foulée sur les prochaines étapes du processus, à la lumière notamment des recommandations de la Réunion de niveau décisionnel ouvrent de bonnes perspectives pour la suite.

Les participants ont en outre accueilli avec satisfaction les concertations en cours dans le cadre de la rédaction de la nouvelle constitution, notamment les échanges entre la Commission chargée de cette responsabilité et les Mouvements signataires. Pour eux, la démarche recèle une grande opportunité de prise en compte des aspects pertinents de l'Accord dont la mise en œuvre participe également du processus de refondation de l'État malien, telle que définie par les Assises nationales de la refondation

Sur le plan sécuritaire et humanitaire, les nouvelles sont rassurantes malgré le dernier rapport des experts de l'ONU - qu'une certaine presse a tenté de travestir pour en faire un sujet de polémique. Même si les observateurs conviennent de la nécessité continue des efforts, force est de constater que la tendance de l'insécurité est fortement baissière.

C'est ainsi qu'au mois d'Aout, les FAMA ont pu neutraliser plus de 120 terroristes. Des chiffres détaillés dans les différents rapports mensuels des forces armées et de sécurité maliennes. Gageons que ces résultats plaident en faveur du Mali auprès des partenaires au

cours de la rencontre.

En prélude à cette réunion, il faut mentionner l'accueil de la délégation par le président togolais, Faure Essozima Gnassingbe, lundi 5 septembre 2022.

À la sortie d'audience, le Chef de la délégation, S.E.M Abdoulaye Diop a confié à la presse, que l'objet de cette visite était de transmettre les salutations fraternelles du Président de la Transition du Mali, le Colonel Assimi Goïta, à son frère le Président Faure Gnassingbé pour son soutien constant apporté au Mali, par rapport au processus de transition et toute la mobilisation qui a été la sienne auprès de ses

pairs de la région pour faire en sorte que le processus de transition puisse aboutir.

Le ministre Diop s'est réjoui que Lomé accueille cette 3eme réunion du GST-Mali conviée par l'Union africaine et qui réunit plusieurs pays et institutions internationales : Algérie, Allemagne, Bénin, Burkina Faso, Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Gambie, Guinée Bissau, Ghana, Libéria, Niger, Nigéria, Royaume Uni, Russie, Sénégal, Sierra Leone, Suisse, Tchad, Togo, BAD, Banque mondiale, CEDEAO, FMI, OCI, OIF, ONU, UA, UE.

Binadjan Doumbia



Troupes allemandes de la MINUSMA : Dans les pas de Barkhane ?

Avec les nouvelles règles fixées par les autorités de transition relativement à la rotation des contingents de la MINUSMA, tout porte à croire que les troupes allemandes seraient sur le point de partir. C'est, du moins, ce que laisse entendre la ministre allemande des affaires étrangères.



© Kay Nietfeld/dpa/picture alliance

L'Allemagne pourrait retirer ses militaires du Mali si les autorités locales ne répondent pas aux besoins de sécurité des troupes, a déclaré lundi dernier la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock.

Le 12 Août dernier, déjà, les troupes allemandes avaient pris la décision de suspendre « jusqu'à nouvel ordre » la majeure partie de leurs opérations militaires au Mali dans le cadre de la MINUSMA. En cause, le refus de survol du territoire national par les autorités maliennes.

L'Allemagne est revenue sur sa décision et a annoncé, le 18 Août, la reprise des rotations de ses contingents - après que les autorités ont convenu avec la MINUSMA de nouveaux principes.

Cependant, malgré cette reprise précaire, tout porte à croire que les troupes allemandes

semblent plus sur le départ du Mali que de continuer leur mission au sein de la MINUSMA.

« **...Nous disons sans équivoque à nos partenaires maliens ce que nous attendons en matière de sécurité de nos soldats. Si cela ne fonctionne pas, il sera difficile de rester** », a affirmé la cheffe de la diplomatie allemande, Annalena Baerbock.

Un mois auparavant, le ministère allemand de la Défense affirmait déjà qu'il « **n'est plus possible de soutenir la MINUSMA sur le plan opérationnel. La sécurité sur place n'est plus assurée et les forces restantes doivent être dédiées à la sécurisation et ne pourront plus assurer leurs missions habituelles** ». Déclaration tenue après le refus de vol par les autorités maliennes !

Pourtant, le Ministre DIOP avait expliqué à l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Mali, M. Dietrich POHL, la mise en

place d'un nouveau mécanisme d'approbation des rotations de contingents, à la faveur de la réunion de coordination tenue, le 1er août 2022, avec la Mission onusienne.

« **Ce nouveau dispositif répond à des impératifs de sécurité nationale** », avait indiqué le chef de la diplomatie malienne, tout en invitant l'Allemagne à renouveler sa demande de rotation dans le cadre de ce mécanisme à travers la MINUSMA.

Malgré les assurances faites par les autorités de la transition, l'Allemagne estime que les conditions ne sont pas réunies. « **La protection et la sécurité de nos soldats sont la priorité absolue** », a-t-elle (qui ?) ajouté.

Avec les deux positions presque tranchées, s'achemine-t-on vers le départ des allemands à la suite des danois ?

Binadjan Dombia



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

MALI-UEMOA : Les sanctions illégales se poursuivent

Lorsque la Cedeao a levé les sanctions économiques et financières le 09 juillet 2022, comme pour le 09 janvier 2022, une réunion de l'Uemoa a immédiatement suivi pour lever le volet financier desdites sanctions. Malheureusement, les sanctions continuent.

La lutte contre le réseau méchant et vindicatif conçu contre le Mali est une œuvre de longue haleine qui doit être menée par les autorités maliennes avec vigueur et ténacité.

Le 09 janvier 2022, la Cedeao a décrété contre le Mali une salve de sanctions se déclinant comme suit :

- Rappel des ambassadeurs des Etats de la Cedeao ;
- Fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la Cedeao et le Mali
- Suspension de toutes transactions commerciales et financières entre les pays de la Ce-

deao et le Mali, à l'exception des produits alimentaires de grande consommation et produits pharmaceutiques, notamment.

- Gel des avoirs de la République du Mali dans les banques centrales de la Cedeao ;

- Gel des avoirs de l'Etat malien et des entreprises publiques et parapubliques dans les banques commerciales des pays de la Cedeao.

L'Uemoa est un regroupement d'Etats à vocation économique et monétaire, donc à priori apolitique. En tant que telle, elle n'a pas vocation à sanctionner un pays pour des considérations politiques. Elle ne peut pas dépasser le périmètre de l'article 74 de son Traité limi-

tant son pouvoir de sanction au strict cadre de la surveillance multilatérale en matière de discipline budgétaire et économique des Etats.

Et pourtant, sous la houlette d'ADO, elle s'est réunie le même jour à la suite de la Cedeao pour faire sienne le volet financier d'une sanction politique illégalement prononcée par la Cedeao, sachant que cette dernière n'avait aucun instrument efficace pour y parvenir. L'entourloupe est une trouvaille qui date de 2010 au moment où Nicolas Sarkozy et le même Alassane Dramane Ouattara, avec la complicité certains chefs d'Etat de la sous-région, échafaudaient le plan anti Laurent Gbagbo. Il faut rappeler que c'est l'Uemoa qui contrôle la Bceao dont la France est membre du Conseil d'administration.

Lorsque la Cedeao a levé les sanctions économiques et financières le 09 juillet 2022, comme pour le 09 janvier 2022, une réunion de l'Uemoa a immédiatement suivi, pour lever le volet financier desdites sanctions.

Puisque le Mali n'a pas été et ne saurait être formellement être sanctionné par l'Uemoa du chef de considérations politiques, en tant





qu'Etat membre de l'Uemoa dont elle a transféré son droit régalié et souverain de battre monnaie, il aspire légitimement à jouir de toutes ses prérogatives de membre à part entière en siégeant à tous les organes de décision. Alassane Dramane Ouattara et tous les autres suppôts de la Françafrique au sein de l'Uemoa n'en entendaient pas ainsi. Le Mali continue à être abusivement frustré de ses droits légitimes de pays membre de l'Uemoa. Et pire, ADO a continué à faire souffrir notre pays à travers la Bceao. Cette œuvre de mal-faisance est conduite depuis Abidjan via son Cabinet noir composé de son Directeur de Cabinet officiel, M. Fidèle Sarassoro, du Président de la Commission de l'Uemoa M. Abdoulaye Diop, le Gouverneur de la Bceao qui est toujours son homme – lige et du directeur général de Uemoa-Titres. « Ce Cabinet fantôme » est journallement à l'œuvre pour imposer des règles de gestion financière et des comportements proprement discriminatoires créés de toutes pièces et ciblant notamment les principales banques maliennes dans lesquelles l'Etat détient des participations (Bnda,

BDM et BMS). L'objectif est clair : assécher artificiellement de liquidités ces banques dans le dessein d'asphyxier insidieusement et progressivement l'économie malienne. Les observateurs se rappelleront de la fameuse conversation téléphonique entre ADO et l'ex-PM malien Boubou Cissé dans lequel ce dernier « briefait » explicitement son interlocuteur du jour sur le rôle de ces trois banques dans l'économie malienne et le levier qu'elles pourraient représenter pour le ministre de l'Economie et des Finances dans sa stratégie de résilience. Le plan ourdi aura bien fonctionné. Lorsque ces banques sollicitent par exemple 10 milliards FCFA de refinancement sur le marché financier de l'Uemoa, leurs demandes sont systématiquement amputées de 3 à 4 milliards F CFA alors que toutes les autres banques de la zone reçoivent 100% de leurs sollicitations. L'impact du gap financier aura été fondamentalement dévastateur en 9 mois.

C'est pourquoi le ministre de l'Economie et des Finances du Mali, Alousséni Sanou mène un combat inlassable afin de rétablir le Mali dans

ses droits. En étant membre de la délégation malienne au Togo lors de la négociation sur la libération des 49 mercenaires ivoiriens détenus au Mali, le ministre de l'Economie et des Finances du Mali a rencontré son homologue togolais en sa qualité de président du Conseil des ministres de l'Uemoa pour élever la protestation la plus vive contre ce traitement inique et discriminatoire à l'égard du Mali. Même si une certaine presse avait décrit cette démarche d'une manière perverse laissant suggérer que le Mali a demandé à la Côte d'Ivoire une aide financière de la Bceao contre la libération des 49 prisonniers, le Gouvernement du Mali, à travers son ministre de l'Economie et des Finance, reste droit dans ses bottes dans son combat pour la reconnaissance de ses droits légitimes et le respect qui lui est dû qu'en tant qu'Etat souverain.

Kèlètigu Danioko
Source : LE PAYS

A Bamako : Cartographeur la ville, un défi de jeunes



Sous un soleil de plomb, Amadou Menta se penche au-dessus d'un conduit d'égout pour le mesurer. Objectif de cet étudiant malien de 27 ans: "Faire la cartographie des caniveaux de Daoudabougou", un quartier central de Bamako.

Quand il en a le temps, Amadou Menta, inscrit en master de géographie à l'université de la capitale, tout comme deux amis, sillonne la ville smartphone à la main.

Nés à l'ère numérique, ils sont membres de la branche malienne d'OpenStreetMap (OSM) et contribuent à ce projet collaboratif inspiré de Wikipedia lancé en 2004 en Angleterre pour constituer une base de données géographiques en ligne, libre d'utilisation.

"On récolte de la donnée !", résume Amadou Menta. C'est le maître mot de ces jeunes blogueurs et étudiants au vocabulaire qu'on dirait emprunté à la Silicon Valley: faire du "data mapping", de la cartographie de données, pour faire de Bamako une "smart city", une ville intelligente, plaident-ils.

La capitale du Mali en est encore loin, victime de sa croissance fulgurante et anarchique.

Les immeubles poussent comme des champignons, les grands axes sont bouchés plusieurs heures "à la descente" (heure de fin du travail quotidien) et les inondations rongent la chaussée quand il se met à pleuvoir.

Faute de noms de rue, de cartes ou de trajets fixes des transports en commun, le quidam n'a que sa langue pour trouver son chemin.

Le dernier recensement, qui date de 2009, avait une "réelle difficulté pour appréhender les enjeux et la dynamique du peuplement ur-

bain à une échelle spatiale fine", écrit Monique Bertrand, de l'Institut de recherche et de développement (IRD) dans son récent ouvrage, "Bamako, de la ville à l'agglomération". Il n'y avait auparavant "pas de donnée libre d'accès au Mali", alors "on a vu dans la cartographie un moyen de contribuer concrètement au développement de notre territoire", explique Nathalie Sidibé, âgée d'une trentaine d'années, à l'origine d'OSM-Mali.

Au gré d'appels à projets d'organisations internationales de développement, Nathalie et les quelques vingt jeunes de l'association choisissent leurs théâtres de cartographie.

Mentalités à changer

Il y a eu le réseau des Sotramas (minibus publics), les zones de dépose des déchets, les services sociaux de base...

Plusieurs outils numériques, dont Google Maps, utilisent les données collectées par OSM-Mali.

Dans le quartier de Daoudabougou, régulièrement touché par les inondations, Nathalie et ses acolytes, soutenus financièrement par la Banque mondiale, ont documenté les canaux qui collectent les eaux usées et pluviales pour le compte de la municipalité.

"Nous avons des b.a.ba" de connaissances avant ce projet, raconte l'adjoint au maire chargé de l'assainissement, Adama Konaté. Avec ces cartes, "on n'a plus à chercher, désormais on sait qu'en tel lieu il y a un besoin de drainage, en tel lieu un besoin de dépôt d'ordures", dit-il, souriant et affable.

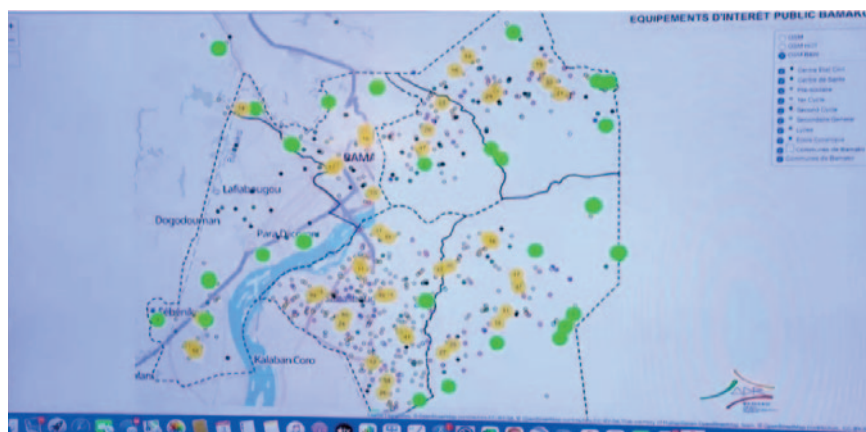
"Les maires, au lieu de prendre deux mois pour se renseigner sur ces choses, peuvent avoir ces informations à partir de leur ordinateur", confirme Mahamadou Wadidié, directeur de l'Agence de développement régional (ADR) de Bamako, un organisme public chargé d'assister les collectivités dans leurs projets de développement.

Mme Sidibé, l'initiatrice d'OSM-Mali, concède qu'une partie des données collectées demeure inutilisée. "Il faut changer les habitudes, on est en retard par rapport à d'autres pays", dit-elle, même si un changement de mentalité est en cours.

Mahamadou Wadidié, quant à lui, admet que le Mali, pays pauvre pris dans la guerre depuis dix ans et confronté à de lourds défis de gouvernance, n'a pas beaucoup de ressources à consacrer à la digitalisation des données.

Mais avec "ces jeunes nous avons compris qu'il est possible" de lancer des projets cartographiques ambitieux "sans dépenser beaucoup d'argent", dit-il en montrant sur le site de l'ADR la carte régulièrement mise à jour de tous les centres de santé et écoles de Bamako

AFP



Crise énergétique : De nouveaux groupes européens obtiennent des soutiens publics

Les énergéticiens suisse Axpo et finlandais Fortum ont annoncé mardi des accords de soutien financier de leurs gouvernements respectifs, allongeant la liste des soutiens publics face à l'envolée des prix de l'énergie sur le marché européen.

Après l'annonce par le gouvernement finlandais d'un plan de soutien de 10 milliards d'euros au secteur énergétique, Fortum a indiqué mardi matin avoir obtenu une ligne de prêts séparée de 2,35 milliards d'euros de la part de l'Etat.

En vertu de l'accord, Fortum pourra emprunter de l'argent à l'Etat, son actionnaire majoritaire (50,7%), pour faire face aux vives tensions sur le marché de l'électricité.

Les crédits doivent permettre à Fortum de "s'assurer des ressources suffisantes en liquidités si les prix de l'électricité, et avec eux, les exigences de garanties collatérales continuent d'augmenter significativement sur le marché d'échange nordique du Nasdaq", indique Fortum dans un communiqué.

La première tranche, d'un minimum de 350 millions d'euros, devra est retirée au plus tard le 30 septembre 2022, selon l'accord, qui ne concerne pas le géant allemand de l'énergie Uniper, dont Fortum est le principal actionnaire.

La crise actuelle de l'énergie en Europe, "due à la décision de la Russie d'utiliser l'énergie comme une arme", "affecte sévèrement Fortum et les autres producteurs d'électricité nordiques", souligne son PDG Markus Rauramo. Lundi soir, les exigences de garantie de Fortum pour être actif sur le Nasdaq s'élevaient à près de 3,5 milliards d'euros, après avoir culminé à 5 milliards le 26 août.

"Fortum dispose d'un fonds de liquidité suffisant pour répondre aux besoins de garantie", a assuré le groupe, ajoutant qu'il serait utilisé en "dernier recours".

En Suisse, le gouvernement fédéral a lui décidé mardi de mettre un crédit-cadre de quatre milliards de francs (environ 4,1 milliards d'euros) à disposition du géant énergétique Axpo, pour garantir son accès à des liquidités.

Le groupe électrique avait déposé la demande

de soutien temporaire à la fin de la semaine dernière auprès du Conseil fédéral et "le gouvernement lui a répondu favorablement pour éviter de mettre en péril l'approvisionnement énergétique de la Suisse", a indiqué l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) dans un communiqué.

Après plus de six mois de guerre en Ukraine et l'arrêt des livraisons de gaz russe qui en découle, les pays européens font face à une flambée des prix de l'énergie, laissant entrevoir une explosion du coût de la vie à l'hiver prochain et des problèmes financiers pour le secteur.

Dimanche, le gouvernement finlandais avait annoncé un plan d'aide à hauteur de 10 milliards d'euros sous forme de garanties de liquidités, qui arrive au Parlement mardi.

Allemagne, Suisse, Autriche, Suède

Samedi, la Suède avait annoncé qu'elle allait fournir des garanties financières aux entre-

prises énergétiques des pays nordiques et baltiques, pour un montant de plusieurs "milliards de dollars", afin d'éviter une crise financière déclenchée par la pénurie d'énergie en Europe.

Le géant allemand de l'énergie Uniper, asphyxié par les coupures de gaz russe, a demandé lundi au gouvernement d'étendre de 4 milliards d'euros sa ligne de crédit actuelle auprès de la banque publique allemande de développement, après avoir consommé ses 9 milliards d'euros.

Celles-ci avaient été obtenues en juillet auprès de Berlin dans le cadre d'un plan de sauvetage d'Uniper, frappé de plein fouet par la réduction de 80% des livraisons russe ces derniers mois. Le gouvernement autrichien avait lui annoncé fin août un prêt de deux milliards d'euros au principal fournisseur d'électricité du pays, Wien Energie, contraint de demander de l'aide en raison de la flambée des prix provoquée par la guerre en Ukraine.

AFP



Exercices militaires et forum économique : Le virage de Poutine vers l'Asie s'accroît



Le président russe Vladimir Poutine supervise mardi dans l'Extrême-Orient russe des exercices militaires d'ampleur avec des alliés, notamment la Chine, avant un Forum économique tourné vers l'Asie, à l'heure du conflit en Ukraine et avec les Occidentaux. Moscou et Pékin n'ont cessé d'insister sur la qualité de leurs relations ces derniers mois, tranchant avec la rupture russo-occidentale depuis le début le 24 février de l'offensive en Ukraine et l'instauration de lourdes sanctions contre Moscou.

Pour sa part, la Chine traverse une crise diplomatique avec les Etats-Unis, notamment depuis la visite à Taïwan en août de la présidente de la Chambre américaine des représentants, Nancy Pelosi.

M. Poutine, arrivé dans la matinée au terrain d'entraînement militaire de Sergueïevski, l'un des sites accueillant les exercices baptisés

Vostok-2022 (Orient-2022), va superviser "la phase finale" de ces manoeuvres censées durer jusqu'au 7 septembre, selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Le dirigeant russe devrait y faire son apparition juste après "une réunion à huis clos" avec le ministre de la Défense Sergueï Choïgou et le chef de l'état-major Valéri Guérassimov.

Les exercices Vostok-2022 ont débuté jeudi dernier avec des manoeuvres d'avions de combat, des déplacements d'unités de lutte anti-aérienne et des simulations de déminage en mer du Japon, selon le ministère russe de la Défense.

Mardi, c'est sous la pluie et dans le brouillard qu'elles se déroulaient. Selon Moscou, plus de 50.000 militaires ainsi que plus de 5.000 pièces d'armement et d'équipements militaires dont 140 avions et 60 navires doivent être mobilisés.

Des unités de plusieurs pays frontaliers ou alliés de la Russie, comme le Bélarus, la Syrie, l'Inde, mais surtout la Chine, y participent.

Mercredi, le militaire doit céder la place à l'économique, avec la venue de Vladimir Poutine au Forum économique oriental qui se déroule depuis lundi à Vladivostok.

La délégation chinoise y sera la plus nombreuse avec 114 personnes, selon le Kremlin. Depuis le début de son opération militaire en Ukraine, qui a provoqué des sanctions occidentales sans précédent contre Moscou, la Russie a mis le cap résolument sur l'Asie, notamment pour y trouver des débouchés, des fournisseurs et des marchés pour remplacer ceux perdus du fait des sanctions occidentales.

'Coopération stratégique'



Mercredi, le chef du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, Li Zhanshu - le troisième plus haut responsable chinois - participera à la session plénière du Forum économique aux côtés de Vladimir Poutine. Une rencontre bilatérale est également prévue.

"Les relations russo-chinoises de partenariat global et de coopération stratégique se développent de manière progressive", s'est félicité le Kremlin dans un communiqué, faisant l'éloge de l'"approche équilibrée de la Chine envers la crise ukrainienne" et de la "compréhension" par Pékin des raisons de l'offensive russe.

Pour sa part, la première banque russe, Sberbank, a annoncé mardi avoir commencé à octroyer des prêts en yuans, devise chinoise, en assurant qu'il y en avait une "forte demande" dans le pays.

A part la Chine, l'Inde et la Birmanie seront aussi à l'honneur au Forum à Vladivostok, le chef de la junte birmane Min Aung Hlaing y étant attendu.

A Moscou, le ministre thaïlandais des Affaires étrangères, Don Pramudwinai, doit être reçu mardi par son homologue russe Sergueï Lavrov, qui s'était rendu, lui, en Birmanie et au Cambodge en août.

Enfin, le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) prévu les 15 et 16 septembre à Samarcande, en Ouzbékistan, sera une autre occasion pour M. Poutine de se concentrer sur l'approfondissement des relations avec l'Orient.

Une rencontre pourrait même avoir lieu, selon des sources diplomatiques, entre Vladimir Poutine et le dirigeant chinois Xi Jinping, qui n'a pas quitté la Chine depuis 2020 en raison de la pandémie de coronavirus.

Les deux hommes s'étaient vus début février

en Chine, à quelques semaines de l'assaut russe contre l'Ukraine. La Russie et la Chine avaient signé alors une déclaration commune appelant à une "nouvelle ère" dans les relations internationales ainsi qu'à la fin de l'hégémonie américaine et dénonçant le rôle des alliances militaires occidentales, l'Otan et l'Aukus (Australie, Royaume-Uni et Etats-Unis).

AFP



Sports et santé : Ces sportifs qui ont dû arrêter leur carrière pour raison médicale

Avant Virimi Vakatawa, international français de rugby contraint de mettre un terme à sa carrière lundi à cause d'une anomalie cardiaque, d'autres sportifs ont dû partir prématurément à la retraite en raison de problèmes de santé.

. Kévin Gourdon (rugby)

Un autre international français de rugby, Kévin Gourdon, a mis fin à sa carrière brutalement en décembre dernier, après la découverte d'un problème cardiaque. Le troisième ligne, alors âgé de 31 ans et joueur de La Rochelle, avait connu 19 sélections sous le maillot bleu, dont une victoire face à la Nouvelle-Zélande le 26 novembre 2016, lors de laquelle Vakatawa était aussi aligné.

. Lilian Thuram (football)

En 2008, c'est également pour une anomalie cardiaque que Lilian Thuram, recordman du nombre de sélections en équipe de France de football (142), annonce sa retraite sportive. Après une riche carrière, notamment à Parme ou la Juventus Turin, le défenseur de 36 ans s'apprêtait à signer au Paris Saint-Germain quand on lui détecte une malformation.

. Mario Ancic (tennis)

Le Croate Mario Ancic, ancien N.7 mondial et vainqueur de la Coupe Davis 2005, a été contraint de prendre sa retraite en 2011 après une accumulation de pépins physiques, de la mononucléose en passant par une dernière blessure au dos. "Je me suis rendu à l'évidence que mon corps ne pouvait plus soutenir le rythme du tennis actuel", avait déclaré lors de sa conférence de presse le Croate, qui avait atteint les demi-finales de Wimbledon en 2004.

. Tatiana Golovin (tennis)

La retraite de Tatiana Golovin marque les esprits en 2008, à 20 ans seulement. La Française, un temps 12e mondiale en 2008, souffre d'une spondylarthrite ankylosante, une maladie inflammatoire qui cause des douleurs aux articulations et de la fatigue. En 2019, elle fait



un retour éphémère au Tournoi du Luxembourg puis aux Internationaux de Poitiers, 11 ans après son retrait du circuit WTA.

. Sergio Agüero (football)

Après une décennie glorieuse à Manchester City, l'attaquant argentin Sergio Agüero a pris une retraite forcée à 33 ans en raison de problèmes cardiaques, peu après son transfert au FC Barcelone. Arrivé à l'été 2021 en Catalogne, "Kun" est victime d'un malaise au mois d'octobre lors d'un match de Liga. Conduit à l'hôpital pour des examens, il ne jouera plus en professionnel.

. Les frères Jimmy et Tanguy Turgis (cyclisme)
A peine âgé de 20 ans, le cycliste Tanguy Turgis est contraint de mettre un terme prématuré à sa carrière en octobre 2018 en raison d'une malformation cardiaque, après une alerte lors d'une course. Seize mois plus tard, son frère Tanguy, âgé de 28 ans, arrête également sa carrière sportive pour la même raison.

. Marie-Alice Yahé (rugby)

C'est lors d'un entraînement que la carrière sportive de l'internationale française de rugby Marie-Alice Yahé (47 sélections) prend fin en mars 2014. Lors d'un exercice avec les Bleues, un ballon heurte son crâne. La demi de mêlée se sent mal, et pour cause: c'est la cinquième commotion cérébrale de sa carrière, faisant craindre des conséquences neurologiques chroniques.

. Romain Sicard (cyclisme)

"Je n'ai plus le cœur à rouler". Champion du monde espoirs sur route en 2009, le cycliste français Romain Sicard annonce par cette phrase sa retraite à 33 ans en avril 2021, après la découverte d'une anomalie cardiaque. Le grimpeur basque avait notamment obtenu une 13e et une 15e place au général dans le Tour d'Espagne en 2014 puis 2015.

AFP



Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisantez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinerait avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prudent.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23